

Le mythe du jeune désœuvré - Analyse des interventions DDR en Côte d'Ivoire

Magali Chelpi-den Hamer

► **To cite this version:**

Magali Chelpi-den Hamer. Le mythe du jeune désœuvré - Analyse des interventions DDR en Côte d'Ivoire. Afrique Contemporaine, La Documentation Française, 2009. hal-01649199

HAL Id: hal-01649199

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01649199>

Submitted on 27 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Retour de populations militarisées à la vie civile: Que peut-on apprendre des récentes interventions en Côte d'Ivoire ?

Magali Chelpi-den Hamer¹

On suppose souvent que les jeunes qui ont été impliqués dans des groupes armés doivent être resocialisés après leur expérience militaire, comme si leur lien avec la société avait été coupé pendant leur engagement. La grande majorité des programmes de réinsertion sont basés sur ce postulat. Cette contribution explore comment de jeunes civils militarisés ont utilisé un instrument standard de réinsertion couramment employé dans les interventions internationales post-conflits en examinant les offres d'activités d'un projet pilote mis en œuvre par la coopération allemande. Du point de vue de ces jeunes, quels ont été les enjeux qui les ont poussés à prendre part au projet? Comment utilisent-ils les perspectives de réinsertion que le projet leur propose, et comment les ont-ils intégrées (ou non) avec d'autres activités plus lucratives mais en dehors du cadre du projet ? Enfin, dans quelle mesure leur participation au projet a-t-il ou non facilité leur réinsertion sociale et économique ? L'essentiel des données est basé sur 200 entretiens semi-structurés avec de jeunes recrues de faible rang impliquées dans un projet de réinsertion. Les entretiens se sont déroulés à Guiglo et à Man, fiefs principaux des milices pro-gouvernementales et de la rébellion à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Des entretiens supplémentaires ont été réalisés avec d'autres recrues démobilisées non impliquées dans des projets de réinsertion.

L'APPROCHE GLOBALE POST-CONFLIT EN MATIERE DE RÉINSERTION

Les processus de prévention et de résolution des conflits sont largement basés sur l'idée qu'un changement positif peut être induit par des interventions ciblées. Il est souvent postulé par exemple que la propension des recrues démobilisées à se réengager peut être diminuée si des interventions efficaces sont mises en application point par point, selon un ordre prédéfini. Les bailleurs de fonds et les praticiens humanitaires parlent en termes d'objectifs de programme, d'indicateurs de résultats, d'accomplissements, de nombre de bénéficiaires, et un programme de quelques mois pour réinsérer des populations militarisées à la vie civile est souvent considéré suffisant pour les empêcher de retourner dans les groupes armés.

Cette conception surestime largement l'impact des interventions planifiées et ignore le fait que ces interventions sont toujours modelées et renégociées par des dynamiques contextuelles (Long, 2001). Les projets sont toujours mis en œuvre dans une certaine arène où interagissent divers acteurs, d'où de constantes négociations au niveau local, selon les changements de balances de pouvoir. Ça se passe rarement comme prévu ! Les objectifs initiaux sont rarement remplis mais évoluent plutôt. Or, c'est un fait malheureux, mais les acteurs du développement sont en général profondément ennuyés par le fait que certains "bénéficiaires" (selon le jargon employé) n'opèrent pas de la manière dont ils sont supposés agir et "dévient" des objectifs du projet. Manquer d'assiduité lors des activités proposées ou disposer d'un équipement d'une autre manière qu'initialement prévue est en général sévèrement jugé et souvent interprété comme un comportement déviant.

Les programmes DDR ne font pas exception. La démobilisation, le désarmement, la réinsertion et la réintégration des anciennes recrues sont des processus planifiés qui paraissent très prometteurs sur papier mais qui se déroulent rarement sans accroc. Ils sont malgré tout devenus des interventions standards en matière de réinsertion et de résolution des conflits et

¹ Contact : m.l.b.chelpi@uva.nl / +31 (0)20 525 1458 / +31 (0)6 1415 2074
Amsterdam Institute for Metropolitan and International Development Studies (AMIDSt)
Faculty of Social and Behavioural Sciences, University of Amsterdam
(en co-tutelle avec l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales)

sont largement adoptés par les bailleurs de fonds, les acteurs du développement et les parties au conflit, sans trop de questionnements sur leur bien-fondé (DPKO, 2000;ISS, 2008;Knight and Ozerdem, 2004;Muggah, 2005;Swarbrick, 2007;Willibald, 2006). Pourtant, le cas seul de la réinsertion fait l'objet de plusieurs débats. Doit-on donner de l'argent à des populations militarisées dans le cadre de leur retour à la vie civile ? Doit-on créer des programmes spécifiques, sous réserve d'un risque possible de stigmatisation ? Comment déterminer qui est éligible pour bénéficier d'une assistance, et qui ne l'est pas ? Certains bailleurs de fonds et acteurs du développement sont de plus en plus sceptiques quant à apporter un soutien spécifique aux recrues démobilisées, particulièrement quand des situations de "ni guerre ni paix" prévalent. Il est en effet difficile de cibler les individus dans ce genre de contextes et de s'assurer d'une juste attribution de l'aide. Certaines études avancent que les populations pourraient s'irriter si des programmes de réinsertion favorisent trop ceux qui ont pris les armes (Humphreys and Weinstein, 2007;Klem and Douma, 2008;Knight and Ozerdem, 2004;Peters, 2006;, 2007;Richards, 1996;Saferworld, 2008;Willibald, 2006). Malgré ces controverses, les programmes spécifiques demeurent la norme, en dépit du stigma qu'ils infligent et des difficultés inhérentes à leur mise en œuvre. Une fois qu'une large partie de la population civile a été militarisée, comme cela a été le cas à l'ouest de la Côte d'Ivoire, il y a beaucoup de difficultés pratiques à faire le tri. Quand certains se considèrent combattant pendant une courte période (souvent pendant le pic des violences), d'autres continuent d'affirmer leur appartenance aux groupes armés plusieurs années après la fin des combats. Quand d'autres tombent d'emblée dans la catégorie "combattants", d'autres ont tenu une position plus en retrait, à l'arrière, et leur inclusion dans les projets de réinsertion est plus tendancieuse. Les niveaux de participation sont très différents et il est bien souvent impossible - voire non souhaitable - de compenser tous ceux qui ont participé à l'effort de guerre.

LE PROCESSUS DDR EN COTE D'IVOIRE : UN YOYO POLITIQUE DOUBLÉ D'UNE SÉRIES DE FAUX DÉPARTS

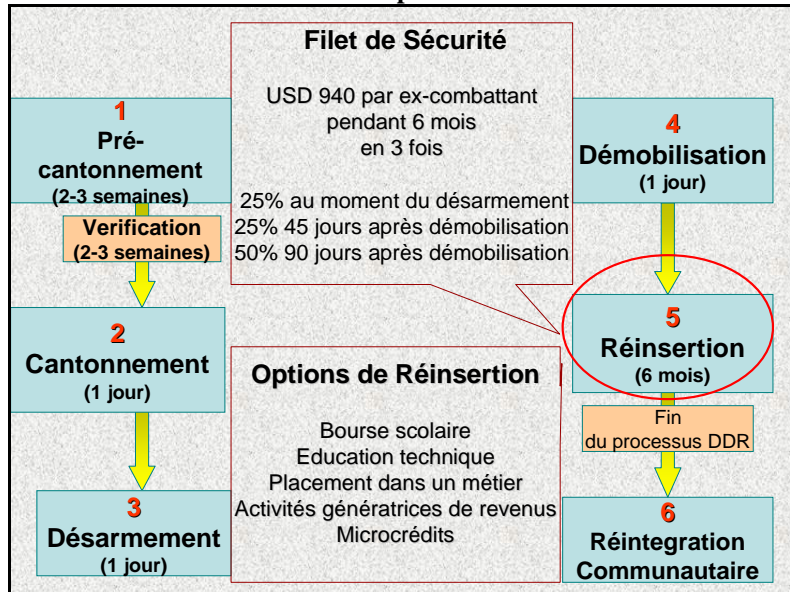
Le processus DDR en Côte d'Ivoire devaient concerner 37,914 rebelles (FAFN), 4,000 soldats de l'armée régulière recrutés après le 19 septembre 2002 (FDS/ex-FANCI), 2,000 membres des milices pro-gouvernementales de l'Ouest, 4,000 enfants associés aux forces armées, et 3,000 personnes considérées à risque (ONUSI, 2006). Il n'a jusqu'à présent pas encore démarré pour les belligérants principaux², et les milices pro-gouvernementales n'ont été que partiellement démantelées. Si on fait le bilan des tribulations du processus, l'impression générale est celle d'un yoyo politique. Quand les négociations de paix progressent, la communication reprend entre les belligérants principaux, un nouvel accord de paix émerge (réitérant souvent la feuille de route du précédent), puis la mise en œuvre est un problème, ce qui entraîne un durcissement des positions, un enchaînement de tensions, et une rupture du dialogue (Chelapi-den Hamer, 2009a).

Les modalités pratiques du processus DDR ivoirien ont été définies par le Plan Conjoint des Operations, suite aux accords de Linas-Marcoussis et d'Accra III³ (PCO, 2004). Les individus éligibles ont été définis de manière assez large et ont inclus les personnes ayant participé aux combats et les recrues, non combattantes, ayant agi à l'arrière, en support des opérations militaires.

² Les belligérants principaux : FAFN et FDS (ex-FANCI).

³ Linas-Marcoussis, 23 janvier 2003; Accra III, 29-30 juillet 2004. Le PCO a été signé à Yamoussoukro le 9 janvier 2004 par les Chefs d'Etat Major FANCI et FAFN, les forces impartiales (MICECI et Licornes) et le Président de la Commission Nationale DDR ivoirienne.

FIGURE 1: Le processus DDR



Source: ONUCI, sept. 2006

La première date butoir pour démarrer le processus est fixée au 15 octobre 2004. Malheureusement, en l'absence de progrès sur d'autres aspects de l'accord de paix⁴, les FAFN annoncent qu'ils ne sont pas préparés à tenir les délais et ne pourront pas désarmer à la date prévue. Suite aux accords de paix de Pretoria⁵, une deuxième date est proposée en mai 2005, sous réserve que les contraintes financières et techniques soient surmontées d'ici là et que les autres aspects de l'accord aient progressé (Boshoff, 2005). La date est reportée de un mois et la phase de désarmement finalement planifiée entre le 27 juin et le 10 août 2005. La mise en œuvre du processus DDR est une fois de plus différée suite à de violents événements survenus à Duékoué début juin 2005⁶ et désormais, les phases de démobilisation et de désarmement sont présentées comme des conditions préalables à la tenue des élections présidentielles. Après le passage de réformes très controversées par décret présidentiel menant à une autre impasse politique, la branche politique de la rébellion se retire des négociations du processus de paix fin août ce qui rend impossible la tenue d'élections en octobre 2005 (UNOWA, 2005). L'Union Africaine prolonge donc de douze mois le mandat du Président ivoirien et celui de son Premier Ministre, et fixe octobre 2006 comme nouvelle échéance pour les élections.

Début avril 2006, les discussions sur le désarmement reprennent entre l'Etat Major rebelle et l'armée régulière à l'issue desquelles les FAFN acceptent de commencer à désarmer après le démantèlement des milices pro-gouvernementales. Ce processus, commencé fin juillet de la même année, n'est malheureusement que partiellement mis en œuvre et est suspendu quelques jours plus tard au regard du peu d'armes collectées (International Crisis Group, 2006; United Nations, 2009). A cause de ces va-et-vient politiques, l'Union Africaine est contrainte de prolonger une nouvelle fois de un an le mandat du Président et du Premier Ministre, et fixe une autre date pour les élections à fin 2007. S'ensuivent d'autres blocages qui mènent à d'autres accords politiques, dont le dernier en date, l'Accord Politique de Ouagadougou est le résultat d'un dialogue direct entre les belligérants principaux (APO, 4 mars 2007).

⁴ Notamment les points portant sur la délégation de pouvoirs au Premier Ministre, le retour du Gouvernement de Réconciliation Nationale, et les critères d'éligibilité du Président de la République.

⁵ Accords de Pretoria, 6 avril 2005.

⁶ 41 personnes ont été tuées dans les villages de Guitrozon et Petit Duékoué, et 61 blessés par des hommes armés de machettes et de fusils. Les deux belligérants principaux se sont accusés respectivement d'être à la source des massacres.

Le 30 juillet 2007, pour la première fois depuis le début de la guerre, le Président ivoirien se rend en visite à Bouaké, seconde ville du pays et capitale de la rébellion, pour assister à la cérémonie de la flamme de la paix. Cet événement symbolique, au cours duquel des armes sont brûlées, est censé annoncer le début officiel du processus de désarmement. Un premier programme de démobilisation volontaire des FAFN commence à Bouaké quelques semaines plus tard, et fin décembre, des troupes rebelles et gouvernementales défilent ensemble à Tiebissou et Djebonoua pour bien marquer que le processus DDR est en marche. Fin janvier 2008, le Chef d'Etat Major de l'armée ivoirienne annonce le retrait de 12,000 soldats FDS des lignes de front et la fin du processus de cantonnement dans les casernes. Peu de temps après, le Chef d'Etat Major de la rébellion annonce que le processus de cantonnement pour les FAFN⁷ commencera en mars. 118 rebelles déposent officiellement leurs armes quelques jours après. En dépit de ces avancées positives, le processus DDR ivoirien est toujours hésitant. Des éléments FAFN ont manifesté à Bouaké en juin 2008 suite à des retards de paiement pour les primes de désarmement et des brigades mixtes FAFN-FDS ont bloqué la route entre Yamoussoukro et Bouaké en protestation du non-paiement de leur solde. En août, 300 recrues FAFN ont manifesté. Fin 2008, les élections ont une fois de plus été remises à l'année suivante et le processus DDR est encore au point mort.

Si le désarmement des belligérants principaux a relevé d'un yoyo politique et n'a pas encore commencé à grande échelle, le démantèlement des milices pro-gouvernementales n'est pas non plus allé sans encombre. Il y a eu une série de faux départs. Le commencement du processus DDR a été plusieurs fois annoncé à Guiglo et a même débuté trois fois: le 25 mai 2005, le 26 juillet 2006 et le 19 mai 2007. La première année, il y avait peu d'ardeur à désarmer et la cérémonie était avant tout symbolique. La deuxième fois, 981 miliciens sont passés par un processus officiel de démobilisation et ont reçu une compensation financière de 499,500 francs CFA payée en trois déboursements⁸ (25% au moment de leur démobilisation, 25% 45 jours plus tard, et 50% 90 jours après leur remise d'arme). 108 armes et 6,975 munitions ont été collectées, y compris des pistolets automatiques et un canon. Constatant que la plupart des armes étaient défectueuses et que le ratio armes-combattant était trop peu élevé, la division DDR de la mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire a recommandé de suspendre l'opération. Le troisième début sans suite du démantèlement des milices (19 mai 2007) a correspondu à une opération médiatique de la présidence ivoirienne. 1,026 armes ont été officiellement collectées et remises à la Présidence par les chefs de milices contre un paiement conséquent (280 millions de francs CFA⁹). Un point à relever est que cette initiative a été lancée en dehors du processus formel DDR et que ni la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion ni l'ONUCI n'ont été associés à l'événement. L'enveloppe présidentielle était censée être distribuée aux recrues de faible rang, mais le processus de distribution a été géré de manière tellement opaque que les chefs de milice ont été accusés de garder l'argent pour eux et de favoriser leurs réseaux personnels.

PARTICULARITÉS DU CAS IVOIRIEN

En plus des débats généraux associés au désarmement, à la démobilisation, et à la réinsertion, il y a un certain nombre de particularités à prendre en compte pour le cas ivoirien. D'abord, la plupart des recrues ont été désarmées depuis longtemps, même si elles ne sont pas passées par les phases officielles DD. Du côté rebelle, la plupart des répondants ont rapporté avoir déposé les armes depuis plusieurs années et la plus grande partie de l'armement a été rassemblé dans les arsenaux par les chefs militaires quand la situation militaire s'est stabilisée. Du côté des milices, juste avant la démobilisation officielle de 981 d'entre eux, les chefs de milices ont

⁷ Le retard du Nord est largement attribué au fait que la région manque des infrastructures d'accueil pour accueillir les combattants, les casernes existantes ayant été endommagées pendant la guerre ou fonctionnant à faible capacité.

⁸ 499,500 francs CFA est équivalent à EUR 760.

⁹ 280 million francs CFA est équivalent à EUR 427.000.

fait le tour des villages et quartiers pour rassembler les armes et les remettre par lot aux représentants de l'ONUCI et de la CNDDR. Mais là aussi, comme parmi les recrues qui avaient restitué leur arme, toutes n'apparaissent pas sur les listes de miliciens à démobiliser, les chefs de milice ont été accusés de favoriser leurs réseaux.

Une deuxième particularité à prendre en compte est que l'idée très répandue que les jeunes qui ont été impliqués dans des groupes armés doivent être resocialisés après leur expérience militaire, comme si leur lien avec la société avait été coupé pendant leur engagement, s'applique peu au cas ivoirien, la plupart des populations civiles militarisées à l'Ouest ayant été recrutées localement. Les entretiens font ressortir que bon nombre d'entre eux maintenaient des contacts avec leur famille pendant leur période dans les groupes armés, particulièrement lorsqu'ils étaient en caserne. Plusieurs répondants ont mentionné faire des va-et-vient réguliers entre leur camp militaire et leur village quand ils n'étaient pas en service, jusqu'à plusieurs fois par mois. Certains expédiaient nourriture, marchandises ou argent aux parents restés derrière et certaines recrues sont déjà depuis longtemps de retour chez eux.

Non confiné au cas ivoirien, le troisième point qui mérite d'être relevé est la multiplicité d'initiatives de réinsertion qui ont fonctionné en parallèle du programme DDR officiel (qui je rappelle n'a jamais mis en oeuvre à grande échelle). J'ai mentionné plus haut l'opération médiatique de démantèlement des milices de la présidence ivoirienne, en dehors de tout cadre formel. Une autre initiative est le projet pilote entrepris par la coopération allemande que j'étudie en détail plus loin. La mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire a lancé sa propre initiative pilote en août 2008 en annonçant le financement de 1,000 micro-projets pour des ex-combattants et des jeunes à risque. En novembre 2008, le PNUD a annoncé son appui à la réinsertion de 700 combattants démobilisés à Katiola et Bouaké. Le PNUD et l'UNICEF ont également sécurisé des fonds spécifiques en soutien à la réinsertion des femmes et des enfants associés aux forces armées. Dans la région Ouest, les O.N.G.s internationales *Save the Children* et *International Rescue Committee* ont également développé des programmes spécifiques pour les enfants liés aux forces armées et les jeunes à risque, et *Norwegian Refugee Council* a proposé des formations aux métiers aux jeunes désœuvrés. Même si en théorie la plupart de ces projets se targuent d'agir en partenariat avec la Commission et le Programme national DDR, il est difficile en pratique de coordonner les actions de chacun ce qui soulève d'autres questions et ajoute à la confusion. Si le processus DDR officiel commence, quelle sera l'approche pour les recrues démobilisées qui ont déjà bénéficié d'une assistance par le biais de ces programmes parallèles ? Vont-ils être inclus dans le programme national et être assistés deux fois ? Vu que chaque programme parallèle a une approche particulière à la réinsertion et propose des services différents, comment comparer l'impact de ces initiatives ? Et dans quelle mesure jouent-elles vraiment un rôle pour faciliter le retour des populations militarisées à la vie civile ?

ZOOM SUR UNE INITIATIVE PILOTE

En août 2006, suite au démantèlement partiel des milices à Guiglo, la coopération allemande a débuté un projet de réinsertion financé par l'Union Européenne en partenariat avec le Programme National de Désarmement, Démobilisation et de Réinsertion. La première intervention a notamment ciblé 500 des 981 miliciens démobilisés en 2006 avec filet de sécurité, et 500 recrues FAFN encore actives dans le mouvement (qui n'ont pas reçu de compensation financière). J'examine ici, du point de vue de ces jeunes, les avantages et inconvénients de participer à un tel projet. Ont-ils eu un mot à dire sur leur inclusion au projet ? Y-a-il eu des différences entre les deux groupes ? Quels ont été les enjeux économiques et sociaux qui les ont motivés pour prendre part aux activités ? Comment utilisent-ils les perspectives de réinsertion que le projet leur propose, et comment les ont-ils intégrées (ou non) avec d'autres activités plus lucratives mais en dehors du cadre du projet ? Enfin, dans quelle mesure leur participation au projet a-t-il ou non facilité leur réinsertion sociale et économique ?

Le projet initial développé par la coopération allemande avait été conçu comme appui au processus DDR, une fois la mise en oeuvre entamée. Pour les phases de désarmement et de démobilisation, il était censé fournir un appui opérationnel (réhabilitation des infrastructures d'accueil, gestion des cantines, logistique de base pour les agences impliquées). Pour la phase de réinsertion, il était prévu un appui à 1,000 miliciens de l'Ouest. Sur papier, l'intervention avait été conçue comme un projet à très court terme (trois mois) souhaitant faire le lien avec des perspectives de réintégration sociale et économique à long terme. Le projet comprenait plusieurs volets dont une instruction de base (remise à niveau des acquis en calcul, lecture, écriture, une sensibilisation à l'éducation civique et aux droits de l'homme) et une première orientation professionnelle vers des filières spécifiques (formation aux métiers ou appui à l'autoentreprenariat). L'intervention allemande était initialement présentée comme liée au démarrage du processus DDR, indissociable de programmes complémentaires à long terme, et limitée à faire le lien entre les opportunités à court terme et les perspectives prévues par le Programme National DDR (Ball and van de Goor, 2006;GTZ, 2007a;b).

Le projet était supposé commencé le 15 juin 2005 pour une durée de six mois, mais suite aux constants reports des phases de désarmement et de démobilisation, il n'a pas pu démarrer dans les temps et plusieurs amendements en ont prolongé la durée. En août 2006, suite au démantèlement partiel des milices, le bailleur accepte que la coopération allemande démarre une version révisée du projet de réinsertion initial. La première intervention ciblait 500 des 981 miliciens démobilisés en 2006 et 500 recrues FAFN encore actives dans la rébellion¹⁰. En conformité avec le Programme National DDR, le projet a défini très largement les recrues éligibles et a inclus les personnes ayant participé aux combats mais aussi les recrues non combattantes ayant agi à l'arrière, en support des opérations militaires. D'un côté comme de l'autre, les recrues n'ont en général pas été impliqués dans les décisions portant sur leur inclusion au projet. A Guiglo, la liste des participants a été fournie par le PNDDR. Des 207 noms qui étaient sur la liste, 146 se sont avérés être des participants réguliers. A Man, la première liste a été fournie par l'Etat Major central de Bouaké, mais comme beaucoup de recrues ne se sont pas présentées en début de projet, les critères d'entrée ont été revus au niveau de l'Etat Major de Man. L'inscription a été rendue volontaire après que l'administration locale autorise les rebelles de faible rang à prendre part au projet pilote de la coopération allemande, sous réserve qu'il ne soit pas question de désarmement, ni de démobilisation. Les tableaux 1 et 2 présentent la répartition des recrues par filière de réinsertion pour les deux villes de Guiglo et de Man.

Table 1: Répartition des recrues par filière de réinsertion - Guiglo

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
AGRICULTURE/ELEVAGE A PETITE ECHELLE	82	60%	-	-	82	60%
Ferme de porcs	61	45%	-	-	61	42%
Ferme de volailles	12	9%	1	10%	13	9%
Agriculture	9	7%	-	-	9	6%
FORMATION AUX METIERS	21	14%	6	60%	27	18%
Couture	6	4%	6	60%	12	8%
Mécanique	10	7%	-	-	10	7%
Electricité	2	1%	-	-	2	1%
Informatique	2	1%	-	-	2	1%
Menuiserie	1	1%	-	-	1	1%
AUTOENTREPRENARIAT/ PETITS COMMERCES	33	24%	3	30%	36	25%
TOTAL	136	100%	10	100%	146	100%

Source: GTZ (2007)

¹⁰ La deuxième vague du projet a pris une perspective plus large et a inclus des populations non combattantes, qualifiées de 'à risque'.

Table 2: Répartition des recrues par filière de réinsertion - Man

	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
AGRICULTURE/ELEVAGE A PETITE ECHELLE	196	39%	-	-	196	39%
Ferme de porcs	123	26%	-	-	123	25%
Ferme de volailles	59	12%	-	-	59	12%
Agriculture	9	2%	-	-	9	2%
Ferme de bœufs	5	1%	-	-	5	1%
FORMATION AUX METIERS	157	33%	13	73%	170	34%
Couture	39	8%	3	17%	42	8%
Coiffure	-	-	10	56%	10	2%
Soudure	48	10%	-	-	48	10%
Mécanique (auto)	46	10%	-	-	46	9%
Mécanique (moto)	1	-%	-	-	1	-%
Electricité	6	1%	-	-	6	1%
Tapisserie	4	1%	-	-	4	1%
Menuiserie	13	3%	-	-	13	3%
AUTOENTREPRENARIAT/ PETITS COMMERCES	129	27%	5	28%	134	27%
TOTAL	482	100%	18		500	100%

Source: GTZ (2007)

L'agriculture/élevage à petite échelle a été la filière de réinsertion la plus choisie dans les deux villes. La formation aux métiers était nettement plus populaire à Man. Des ateliers pratiques ont été installés à l'intérieur des centres d'orientation pour dispenser une formation technique aux jeunes choisissant ces filières. A Man, il y avait quatre filières : couture, menuiserie, soudure mécanique auto. A Guiglo, il y en avait deux : couture et mécanique auto. Les jeunes qui avaient choisi d'autres filières pour la formation aux métiers ont reçu leur formation pratique en dehors du centre. Le projet les a soit placés comme apprentis dans des micro-entreprises locales, soit inscrits dans des cours techniques privés¹¹. Pour les projets agricoles et les fermes, la coopération allemande est entrée en partenariat avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et avec des fermes coopératives qui ont fourni des formations techniques *in situ*.

Ce qui ressort nettement de l'analyse des entretiens est que la majorité des répondants s'est engagée dans une activité qu'ils n'avaient jamais pratiquée avant la guerre, avec seulement 45% qui ont profité des opportunités offertes par le projet pour continuer leurs travaux précédents. A noter également, plus d'un tiers des répondants a ouvertement indiqué qu'ils ne continueraient pas l'activité après la fin du projet ce qui pose un certain nombre de questions sur le degré d'agencéité que les jeunes ont pu exercer en terme de choix de filière. Clairement, l'information diffusée aux jeunes a été loin d'être optimale. Beaucoup de répondants ont été attirés dans certaines filières dans l'espoir de recevoir des intrants conséquents et ont été rapidement déçus au vu du peu obtenu. Pour l'autoentrepreneuriat et la filière petits commerces, le montant des différents kits s'élevait à 75,000 francs CFA [EUR 115], ce qui a été largement décrié par la majorité. Le montant des marchandises à vendre était en effet nettement trop bas pour assurer au jeune ne serait-ce que le début d'une certaine stabilité financière. Si on compare ce qu'a finalement fourni le projet allemand à ce qui était initialement prévu et à l'appui long terme planifié dans le Programme National DDR, on ne peut que regretter la différence d'échelle. Le Programme National était censé fournir aux personnes démobilisées une compensation financière calculée sur six mois, des bourses scolaires jusqu'à 200,000 francs CFA, des formations professionnelles à long terme, et un accès privilégié aux micro-crédits (jusqu'à 180,000 francs CFA pour des prêts individuels, 150,000 pour l'achat d'équipement, et 100,000 pour des projets agricoles). Vu que le DDR n'a

¹¹ Par exemple pour le cas des jeunes intéressés à devenir électricien.

jamais démarré officiellement à grande échelle (à l'exception de quelques épisodes sporadiques) et que le lien n'a jamais pu être fait avec des programmes complémentaires à long terme¹², l'appui du projet est demeuré trop limité pour pouvoir prétendre jouer un rôle notable dans le retour des populations militarisées à la vie civile.

Un élément qui peut expliquer pourquoi certaines filières ont été plus populaires que d'autres est que certaines activités ont été au départ présentées comme des activités individuelles puis plus tard revues en activités de groupe car les coûts d'investissements étaient trop élevés pour installer les jeunes individuellement. C'était en particulier le cas des répondants engagés dans les filières d'élevage (fermes de porcs et de poulets) et ceux impliqués en soudure et menuiserie. Quand le montant du support à un groupe de 5 soudeurs approchait les 1,900 EUR et incluaient des machines de valeur, les kits de soudure individuels étaient beaucoup plus basiques et étaient estimés à 130 EUR. Au vu des déséquilibres frappants entre kits individuels et collectifs, les jeunes engagés dans ces filières ont donc eu à choisir entre ces trois options : 1) créer un groupe avec d'autres participants au projet (souvent de vagues connaissances) et ouvrir un atelier ensemble pour obtenir un kit utile et décent¹³ ; 2) s'installer individuellement dans la même filière avec l'inconvénient majeur de n'obtenir que très peu d'équipement ; ou 3) choisir une autre filière, tout en courant le risque de se retrouver sous-équipé.

Si les filières n'ont jamais été imposées aux participants au projet, plusieurs facteurs ont cependant influencé leur choix : une information changeante (activités individuelles vs. activités de groupe), des déséquilibres frappants entre kits individuels et collectifs, une certaine confusion résultant de la multiplicité des projets et des initiatives parallèles qui s'ajoutent au programme national DDR officiel. Une large part des prises de décisions individuelles a aussi été influencée par les trajectoires personnelles des jeunes, or la compréhension de cette individualité est dans bien des cas un point faible majeur des phases de profilage. Ici, ce qui a été frappant a été la simplification à outrance des trajectoires avant-guerre des participants au projet. Dans la plupart des cas, elles ont été mal résumées sur une feuille de profilage générale avec pour résultat de pauvres conseils et une mauvaise orientation professionnelle, le postulat général étant que la plupart des participants au projet avaient des qualifications limitées, peu d'expérience professionnelle, et que le projet allait être embrassés avec enthousiasme vu qu'il apportait une bonne occasion de développer les capacités individuelles des jeunes. De telles hypothèses contrastent fortement avec les profils réels de ces jeunes - loin d'être des causes perdues (Chelpi-den Hamer, 2009b) - et soulèvent certaines questions d'appropriation.

Il est regrettable qu'il n'y ait qu'un intérêt limité à chercher à comprendre ce qui motive ces jeunes à ne pas profiter pleinement des opportunités offertes par un projet de développement (Donais, 2007). Un clair exemple du manque d'appropriation des interventions extérieures par les sujets censés en bénéficier a été l'arrêt d'un certain nombre de répondants, des abandons de filière et des arrêts de formation. La seule pensée que ces jeunes aient changé d'avis et aient choisi d'investir leur temps dans une autre activité que l'activité commencée dans le cadre du projet a été vécue comme une déviance et comme l'échec de certains par bon nombre de personnels.

Plusieurs répondants ont néanmoins indiqué qu'ils avaient saisi les occasions offertes par le projet pour placer une de leurs connaissances dans l'activité proposée (surtout les personnes impliquées dans la filière petits commerces et les propriétaires de 'cabines'¹⁴). Les arrangements variaient de la mise en gérance ou en location, à des formes plus altruistes avec

¹² Dans la même veine que d'autres études (Bouta, 2005; Dzinesa, 2007; Humphreys and Weinstein, 2004; 2007; Peters, 2006; 2007; Thakur, 2008).

¹³ Les éléments du groupe ne proviennent pas nécessairement du même village ou de la même zone géographique donc si après quelque temps, certains sont rappelés chez eux, ou décident de bouger ailleurs, cela pose problème. Il est difficile de diviser des machines coûteuses et il est assez improbable que l'atelier génère assez de profit d'ici là pour compenser justement les individus sur le départ. Une option est de vendre l'équipement et de partager l'argent mais alors, toute l'activité se trouve compromise par le départ d'un ou deux individus.

¹⁴ En Côte d'Ivoire, les cabines désignent un endroit où il est possible de faire des appels téléphoniques à partir d'un portable et d'acheter des recharges de cartes prépayées. C'est souvent un étal en plein air.

l'avantage de fournir un petit revenu supplémentaire à des membres de leur famille proche tout en permettant aux répondants d'investir leur temps dans des activités plus lucratives. Curieusement, le projet n'a pas pris en compte les préoccupations légitimes de ces jeunes et leur volonté de maximiser leurs revenus et opportunités. Il est pourtant très compréhensible que si des activités plus lucratives se présentent hors du cadre du projet, les jeunes optent pour celles-ci et mettent de côté les activités financièrement moins intéressantes. Le fragment d'entretien de cette jeune entrepreneuse est particulièrement intéressant pour illustrer cet aspect :

“Avant la guerre, je vendais. Je partais au Ghana chercher des marchandises pour venir vendre en Cote d'Ivoire, les pagnes, les chaussures, les petits trucs. J'étais tâcheron aussi, c'est-à-dire que je prenais des contrats et puis je mettais des travailleurs dessus. Avec les sociétés forestières, je prenais les contrats de reboisement. C'est comme être chef d'entreprise en fait, tu gères tes travailleurs, vous vous entendez sur un prix et c'est la société qui paye. Ils payent très bien en général. Cette année, j'ai fini avec les contrats de reboisement, ça a été bouclé. On a travaillé dans les forêts classées. On peut te payer l'hectare à 70-80,000 francs. Toi, avec ce que tu donnes aux travailleurs, tu restes peut-être avec 30,000 francs par hectare. Avec l'argent, je fais mon commerce. Je tourne pour subvenir aux besoins de ma famille. Je peux dire que j'ai mon entreprise. Parce que je suis contribuable, je paie des impôts, et quand je dépose une demande, j'ai les papiers qui le prouvent et qui disent que je suis dans les normes. [...]

Après la guerre, j'ai recommencé le reboisement en mars l'année dernière [2006]. Je suis partie déposer mes dossiers et ils m'ont pris. Ils m'ont donné un contrat. Et puis un projet de réinsertion s'est passé là, pour les ex-combattants. Mon nom était même sur la liste. Mais je suis venue dire, non, je suis occupée. Comme j'ai du travail, je me suis déjà engagée là-bas, et je ne peux pas faire les deux activités à la fois, donc s'il y a une deuxième vague dans le projet, qu'on me mette dedans. ”

Le projet n'a en général pas su profiter des occasions offertes par le contexte local. Etant donné l'histoire violente du foncier en Côte d'Ivoire, il n'a pas voulu s'engager dans des cultures de récoltes pérennes qui impliqueraient une utilisation de la terre à long terme bien que plusieurs participants au projet aient choisi de suivre ce chemin, délaissant quelque peu le cadre de l'intervention. L'hévéa était très populaire à Guiglo au moment de la phase de collecte de données, amplifié par une campagne d'incitation à la production par une société belgo-ivoirienne qui mettait en valeur le côté lucratif du caoutchouc¹⁵. Certains chefs de milices se sont d'ailleurs reconvertis en courtiers en développement pour faire la liaison avec l'industrie caoutchoutière et sont devenus présidents d'ONGs locales ciblant les jeunes désœuvrés, miliciens compris, et promettant de les réintégrer dans la société par le biais de l'hévéa. On ne peut que regretter que le projet allemand n'ait pas adopté la même dynamique et qu'en évitant de se lier avec les principales industries locales¹⁶, il se soit restreint à offrir aux jeunes des opportunités limitées et à très court terme. Dans les interventions qui ont suivi le projet pilote, l'emphase sur des filières orientant les jeunes vers des travaux intensifs en main d'œuvre¹⁷ (de type réparation de routes) n'apparaît pas comme un choix stratégique¹⁸. On peut aussi sérieusement questionner la nécessité de passer par un projet international pour promouvoir ce genre d'activités, dans une zone géographique où les chambres de commerce locales sont fonctionnelles et où l'annonce de ce genre de travail est habituellement suivie d'une avalanche de candidatures.

¹⁵ Les rendements sont estimés à 100,000 francs CFA par hectare par mois quand les plants sont à maturité (six ans après avoir été plantés). Cela constitue bien sûr un revenu attractif, et les arbres produisent presque toute l'année pendant 50 ans. Les incitations à la production de la société de caoutchouc ont inclus un approvisionnement gratuit en jeunes plants d'hévéa et une formation extensive à la mise en place de pépinières dans la région.

¹⁶ Une société franco-ivoirienne d'exportation de bois et de charbon à Guiglo (bois/charbon), une société belgo-ivoirienne d'exportation de caoutchouc à Zagné, plusieurs sociétés d'exportation de bois à Man.

¹⁷ HIMO : travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre.

¹⁸ En ligne avec d'autres études (Klem and Douma, 2008).

BIBLIOGRAPHIE

- BALL, N. & VAN DE GOOR, L. (2006) Disarmement, Demobilization and Reintegration - Mapping Issues, Dilemmas and Guiding Principles. The Hague, Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' - Conflict Research Unit.
- BOSHOF, H. (2005) Demobilisation, Disarmement and Reintegration: A key to peace in Cote d'Ivoire. *African security Review*, 14.
- CHELPI-DEN HAMER, M. (2009a) Reintegrating ex-combatants: what can we learn from the recent interventions in Côte d'Ivoire? *World Conference on Humanitarian Studies* Groningen.
- CHELPI-DEN HAMER, M. (2009b) Why we fight? Perspectives of young combatants in western Côte d'Ivoire. *Mobilisation for Political Violence: What do we know? - CRISE workshop*. Oxford.
- DONAIS, T. (2007) Empowerment or Imposition? Dilemmas of Local Ownership in Post-Conflict Peacebuilding Processes. *Annual meeting of the International Studies Association 48th Annual Convention*. Chicago.
- DPKO (2000) Disarmement, Demobilization and reintegration of ex-combatants in a peacekeeping environment. Principles and Guidelines. New York, United Nations.
- GTZ (2007a) Appui au processus de desarmement, demobilisation et reinsertion en Cote d'Ivoire - Formulaire de demande de subvention a l'Union Europeenne. Abidjan, Cooperation Technique Allemande.
- GTZ (2007b) Rapport narratif intermediaire du projet PUR1. Abidjan, Cooperation Technique Allemande.
- HUMPHREYS, M. & WEINSTEIN, J. (2007) Demobilization and Reintegration. *Journal of Conflict Resolution*, 51, 531-567.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2006) Côte d'Ivoire: Stepping Up the Pressure. International Crisis Group.
- ISS (2008) Demobilization, Disarmement, Reintegration (DDR). Institute for Security Studies.
- KLEM, B. & DOUMA, P. (2008) The struggle after Combat - The Role of NGOs in DDR Processes: Synthesis Study. CORDAID.
- KNIGHT, M. & OZERDEM, A. (2004) Guns, camps and cash: disarmement, demobilization and reinsertion of former combatants in transition from war to peace. *Journal of Peace Research*, 41, 499-516.
- LONG, N. (2001) *Development Sociology - Actor perspectives*, London / New York, Routledge.
- MUGGAH, R. (2005) No Magic Bullet: A Critical Perspective on Disarmement, Demobilization and Reintegration (DDR) and Weapons Reduction in Post-Conflict Contexts. *The Round Table*, 94, 239-252.
- PCO (2004) Plan Conjoint des Operations. *Seminaire technique de validation des documents operationnels du DDR*. Yamoussoukro.
- PETERS, K. (2006) Footpaths to Reintegration - Armed Conflite, Youth and the Rural Crisis in Sierra Leone. Wageningen, Wageningen Universiteit.
- PETERS, K. (2007) Reintegration Support for Young Ex-Combatants: A Right or a Privilege? *International Migration*, 45.
- RICHARDS, P. (1996) *Fighting for the rain forest: War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Oxford, James Currey.

- SAFERWORLD (2008) Developing integrated approaches to post-conflict security and recovery: A case study of integrated DDR in Sudan. London/Nairobi, Saferworld.
- SWARBRICK, P. (2007) Avoiding Disarmement Failure: The critical Link in DDR - An Operational Manual for Donors, Managers, and Practitioners. Geneva, The Small Arms Survey.
- UNITED NATIONS (2009) Security Council Report - Côte d'Ivoire: Historical Chronology. United Nations Security Council.
- UNOWA (2005) Seminar on the Challenge of Reintegration of Ex-Combatants in DDR Programmes in West Africa. Dakar, United Nations Office for West Africa.
- WILLIBALD, S. (2006) Does money work? Cash transfers to ex-combatants in disarmement and reintegration processes. *Disasters*, 30, 316-339.